

Rabat et Paris, un partenariat durable et ambitieux

Economie

Posté par: Visiteur

Publié le : 20-10-2007 15:27:19

Le Maroc et la France ont développé, au fil des années, un partenariat durable et ambitieux, qui a pour objectif de hisser la coopération économique au niveau des relations politiques excellentes, et de renforcer l'implication des opérateurs français, publics et privés, dans le processus de réformes entrepris par le Royaume au cours des dernières années dans tous les secteurs et dans les chantiers d'envergure lancés dans le pays.

Les relations économiques entre le Maroc et la France ont connu ces dernières années un saut qualitatif comme en témoigne la place privilégiée qu'occupe la France parmi les partenaires économiques du Maroc, aussi bien sur le plan des échanges commerciaux, que sur ceux des investissements, du tourisme et des finances.

En effet, la France est le premier partenaire commercial du Royaume avec un volume d'échange important inscrit depuis plusieurs années sur une courbe ascendante.

Selon l'Office des changes, les transactions commerciales entre les deux pays sont passées de 55,8 milliards de dirhams (MMDH) en 2002 à 58,6 MMDH en 2004, avant d'atteindre environ 70 MMDH en 2006.

Les exportations marocaines vers l'Hexagone ont intervenu pour 32,5 MMDH dans le total des échanges commerciaux du Maroc en 2006, alors que les importations ont totalisé quelque 37,1 MMDH, laissant ainsi dégager un solde de l'ordre de 4,6 MMDH en faveur de la France.

Les échanges entre les deux pays portent sur un éventail de produits très variés, qui vont des composants électroniques aux vêtements confectionnés et produits agricoles pour les exportations marocaines et des hydrocarbures et du blé aux voitures et avions pour les exportations françaises.

Par ailleurs, la France fait partie des principaux investisseurs étrangers au Maroc, sinon le premier investisseur, ce qui reflète la confiance des opérateurs économiques français dans le marché marocain, qui leur offre un climat d'affaires encourageant, des infrastructures de qualité, une main d'oeuvre qualifiée et compétitive et une économie structurée, qui a acquis au fil des années une grande capacité d'adaptation et d'absorption de chocs.

En 2006, et malgré une flambée des cours du pétrole sans précédent et un environnement international peu favorable, le taux de croissance de l'économie nationale a atteint 8,1 pc, les investissements ont représenté 29,4 pc du PIB, le déficit budgétaire a été maîtrisé à 1,7 pc, celui de l'inflation a été contenu à 3,3 pc et le taux de chômage est passé sous la barre des 10 pc.

Cette maîtrise des paramètres macro-économiques, synonyme de stabilité économique, conjuguée au lancement de plusieurs réformes ambitieuses, des stratégies de développement dans nombre de secteurs, comme le tourisme (vision 2010), l'industrie (Emergence) et le commerce interne (Rawaj),

et de grands projets d'infrastructures (Tanger-Med, programme autoroutier, habitat etc), n'ont pas laissé les investisseurs étrangers indifférents, notamment ceux de la France, qui ne ratent aucune occasion pour venir en masse chercher des opportunités d'affaires fructueuses au Maroc.

Les investissements directs des Français dans le Royaume se sont élevés durant l'année écoulée à quelque 9,3 MMDH, soit 31,1 pc de l'ensemble des IED adressés au Maroc.

D'importants groupes français ont témoigné de leur confiance à l'encontre de l'économie marocaine, en s'engageant dans des investissements lourds et stratégiques ces dernières années, c'est le cas notamment du constructeur automobile Renault.

Déjà majoritaire dans le capital de la chaîne de montage SOMACA, le groupe français s'est lancé dans la construction d'une nouvelle usine dans la zone franche de Tanger, d'une capacité de 200.000 véhicules par an.

Le groupe français Vivendi-Universal, allié stratégique de Maroc-Telecom, a porté sa participation dans le capital du plus important opérateur télécoms dans le pays, de 35 pc à 51 pc, pérennisant ainsi sa prise de contrôle.

D'autres groupes français de renommée internationale sont présents dans plusieurs secteurs au Maroc, c'est le cas par exemple de Veolia (assainissement et environnement), Alcatel (technologie), Accor (tourisme) ou Egis-Rail.

Outre ces méga-investissements, de milliers de petits et moyens projets français générateurs d'emplois voient le jour dans toutes les régions du Royaume, aussi bien dans les secteurs traditionnels (textile-habillement, bâtiment etc) que dans les nouveaux métiers comme les nouvelles technologies de l'information et l'offshoring, comme en témoigne le nombre croissant des entreprises françaises qui ont installé des centres d'appel au Maroc.

Selon l'Office des changes, les recettes des centres d'appels au Maroc ont atteint, au terme des huit premiers mois de 2007, quelque 1,65 MMDH de dirhams en hausse de 35,7 pc par rapport au niveau enregistré une année auparavant. Ce nouveau secteur a réalisé en 2005 un chiffre d'affaires de 800 millions de dirhams et créé plus de 10.000 emplois. Sur cette somme, 85 pc des mouvements générés par l'offshoring sont faits en direction de la France et de l'Espagne.

La coopération financière est un autre domaine qui reflète l'excellence des relations maroco-françaises, notamment à travers l'importance des concours octroyés au Maroc et la multiplicité des mécanismes de mobilisation et des conditions de ces appuis, qui sont destinés à financer plusieurs projets notamment dans les domaines de l'énergie, de la pêche, des infrastructures, des télécommunications, du secteur privé et de l'eau et assainissement.

La France se situe en tête du classement par pays et au deuxième rang parmi les pourvoyeurs de fonds au Maroc, après la Banque mondiale. Paris a décidé d'augmenter les prêts concessionnels à 460 millions d'euros, au titre de la période 2007-2009, alors l'Agence française de développement (AFD) a porté l'enveloppe destinée au Maroc à 460 millions d'euros au lieu de 300 millions pour la période 2004-2006.

Paris affiche ainsi sa volonté de contribuer aux efforts de développement économique et social du Maroc, un pays engagé avec force et détermination dans une politique volontariste de réforme, qui a

touché pratiquement tous les secteurs.

Sur un autre registre, la France est le premier pays émetteur de touristes pour le Maroc. Ils étaient quelque 2,6 millions de Français à avoir visité le Royaume en 2006 (+8 pc), générant ainsi quelque 21,7 MMDH de recettes, soit 41,3 pc de l'ensemble des recettes voyages du Royaume.

Par ailleurs, les transferts de fonds effectués par les Marocains résidant en France (20,6 MMDH en 2006), constituent une entrée de devises importante pour l'économie nationale, qui contribue à l'équilibre de la balance de paiement, au moment où la balance commerciale du Maroc accuse un déficit chronique.

Cette évolution sans cesse croissante de la coopération économique entre le Maroc et la France reflète le souci des deux pays de la renforcer encore davantage pour la hisser au niveau des liens historiques et privilégiés existants entre Rabat et Paris. D'ailleurs, c'est dans ce cadre que s'inscrit la visite officielle que va effectuer, du 22 au 24 octobre au Maroc, le président français, M. Nicolas Sarkozy, qui sera accompagné d'une importante délégation forte de 700 opérateurs économiques.

MAP